

## ACTES NEUJ PRO 2010

### ATELIER

## POLITIQUES LOCALES DE JEUNESSE

#### **Intervenants :**

**Pierre-Jean ANDRIEU**, Professeur à l'Université de Paris VII

**Joëlle BORDET**, Directrice de recherche et psycho-sociologue au Centre scientifique et technique du bâtiment

#### **Pierre-Jean ANDRIEU, Professeur à l'Université de Paris VII**

Bonsoir ; vous êtes nombreux à tenir la distance ; ici, nous sommes soumis à du travail intense ; nous entamons une séance de nuit, il n'y a pas que les parlementaires !

En introduction de cette rencontre, j'explique dans quelles conditions nous avons été, les uns et les autres, ensemble, nous nous présenterons ensuite.

Commençons par les présentations, que tout le monde sache qui est là : Pierre-Jean ANDRIEU, je suis Professeur associé à Paris VII et je participe actuellement avec ma voisine et mes deux voisins à un travail collectif autour des politiques locales de jeunesse.

#### **Joëlle BORDET, Directrice de recherche et psycho-sociologue au Centre scientifique et technique du bâtiment**

Je suis psychosociologue au centre scientifique et technique du bâtiment ; mon travail porte beaucoup sur des questions de recherche-action, de politique jeunesse ; ce soir nous faisons un atelier sur ce qui est une initiative collective, nous témoignons d'une initiative collective sur ces politiques jeunesse que nous avons envie de discuter avec vous.

#### **Julie GUYOMARD**

Je suis responsable de la mission jeunesse à la ville de Rennes.

#### **Jean-Marc DA PIEDADE**

Je suis directeur du service jeunesse de Fontenay-sous-Bois.

#### **Pierre-Jean ANDRIEU**

Nous allons commencer. Nous sommes engagés tous les 4 dans un séminaire, on l'a appelé « un séminaire » de réflexion collective que mènent 9 villes ensemble, toutes engagées depuis très longtemps dans des interventions importantes en direction des jeunes, qui ont une histoire très importante, de plusieurs dizaines d'années, dans l'intervention en direction des jeunes ; tout au long de cette histoire, elles ont été amenées à s'adapter, au fur et à mesure qu'évoluaient ces questions de jeunesse.

Ces 9 communes citées dans le petit document que vous avez, comme beaucoup de communes que vous représentez ou dans lesquelles vous travaillez, ont pris les événements de 2005 comme une grande interrogation et interpellation ; à la suite de 2005, ces communes se sont engagées dans une nouvelle démarche, ont remis sur le chantier une réflexion sur les questions de jeunesse, et ont revisité leurs interventions dans le champ de la jeunesse.

La démarche dans laquelle nous sommes engagés, les uns et les autres, est relativement banale ; beaucoup d'entre vous sont sans doute engagés dans des démarches de politique locale de jeunesse, ou de politique départementale de jeunesse, ou de politique régionale de jeunesse, c'est-à-

dire des démarches dans lesquelles à l'origine, quand ce mouvement autour des politiques locales départementales ou régionales a émergé, était dans un premier temps pour essayer de mettre de la cohérence dans des interventions multiples, qui sont menées sur un territoire, à des niveaux divers, etc. Et de plus en plus, on le voit quand on lit les chartes, les documents d'orientation des diverses collectivités, les documents manifestent effectivement la conscience partagée par de nombreuses collectivités aujourd'hui que les transformations de la jeunesse constituent un aspect des bouleversements, des mutations dans lesquelles sont nos sociétés, la société française et les sociétés développées ; comment se coltiner cela ? Nous avons souhaité venir échanger sur la manière dont les 9 villes réunies dans le séminaire échangent sur cette question.

La démarche est donc très commune avec ce qui est mené en beaucoup d'autres lieux ; en même temps, elle a ses particularités, dont l'une est d'aborder les enjeux de la jeunesse sous un angle anthropologique également, considérer que l'on a affaire à une mutation de civilisation, qu'il faut prendre les choses avec beaucoup de recul, dans leurs dimensions, qui ne sont pas simplement sociales, politiques, mais aussi des dimensions qui affectent la manière dont se construit, se vit une société.

C'est le point de départ de cela ; dans un premier temps, Joëlle BORDET va présenter les démarches qu'elle a conduites avec chacune de ces communes, à partir de ce paradigme, de ce postulat, de cette posture anthropologique ; puis Julie et Jean-Marc vous diront quelles ont été dans ces deux communes les démarches conduites et comment, à partir du travail fait avec Joëlle BORDET, ils ont développé une série d'initiatives, d'expériences, et ce qu'ils retirent de la démarche. Les interventions seront brèves, notre souci est qu'il puisse y avoir de l'échange à partir de là, car à l'origine, nous ne pensions pas qu'il y aurait autant de monde ; ce sera un échange d'expériences autour de cela, avec une autre ambition - et nous garderons du temps à la fin de la réunion pour celle-ci, c'est que l'expérience conduite par ces 9 villes a notamment amené les professionnels qui participent à la démarche dans chacune de ces villes, à s'interroger sur l'opportunité de mettre en place un réseau de professionnels et éventuellement un réseau de villes ; nous souhaiterions aussi évoquer cette perspective, pour voir comment elle fait écho aujourd'hui.

### ***Joëlle BORDET***

Nous sommes là plus pour témoigner d'une expérience collective et d'une mise en réseau, d'une élaboration collective et la mettre en débat, je vais donc essayer d'être synthétique. Cette expérience collective commence pour moi (cela fait très longtemps que je travaille sur les questions de jeunesse, je suis militante des CEMEA depuis très longtemps et psychosociologue depuis un certain temps) par les communes qui se sont intéressées à ces questions ; ce sont les quartiers populaires des villes, il faut quand même le dire ; c'est cela l'inquiétude, car c'est venu des révoltes de 2005 ; les villes qui sont dedans sont Dunkerque, Rennes, Grenoble, Saint-Denis, Aubervilliers, Gennevilliers, Saint-Jean-la Ruelle, Fontenay, Paris. Ces initiatives sont nées après 2005 ; en clair, des gens (à la fois des élus et des techniciens et à la fois des DGA et des DG et j'insiste : c'est vraiment le triptyque élu/DG/technicien que l'on a réuni pour ce réseau) se sont dit qu'ils allaient y réfléchir ; ce n'est pas un lieu de co-formation avec des professionnels qui sont tous les jours dans le lien avec les jeunes, même si j'accorde énormément d'importance, évidemment, au travail quotidien dans le lien avec les jeunes, c'est un travail stratégique.

On s'est dit que l'on avait aussi des questions de stratégie à travailler, et la stratégie n'est pas faire de l'ingénierie et ce n'est pas faire du management ; c'est faire de la stratégie ; et faire de la stratégie, c'est tenir une politique ; c'était quand même vraiment autour de cette question ; c'était aussi entendre les révoltes de 2005, pas seulement du côté de la délinquance, de la répression, du fait qu'il fallait prévenir les ruptures de la délinquance, mais se dire au contraire : il y a une demande sociale et un travail éducatif à faire pour tous les jeunes de ces quartiers populaires ; c'est sorti tout de suite sur la question, et n'a fait que se renforcer avec le travail : politique de droit commun pour tous les jeunes de ces quartiers et de ces villes ; on ne travaille pas sur des parties de population en difficulté, mais au contraire, on cherche à faire une politique de droit commun qui fait levier pour l'ensemble des populations et qui puisse justement résoudre des situations pour ceux qui seraient le plus en difficulté. Plus on avance, s'il y a un enseignement que je tire, c'est que ce n'est pas bête ; réellement, la question d'une politique de droit commun pour tous, c'est un vrai enjeu démocratique, cela arrête de catégoriser, et surtout, cela fait levier.

C'est une première chose, et c'était bien en lien avec des communes qui ont travaillé sur le développement social urbain ; c'est très important, cela s'inscrit dans l'approche de développement social urbain ; le développement n'est pas qu'une question urbaine au sens de la transformation, de l'urbanité (et j'accorde énormément d'importance à l'urbain), mais la jeunesse est aussi une question de développement ; tout ce que l'on a appris à faire avec le développement social urbain, on peut en faire une politique jeunesse de développement ; on ne renonce pas au développement pour faire face aux difficultés et aux violences. Car il y a une autre question, c'est celle des violences ; comment fait-on avec la violence ? Comment fait-on avec la sidération ? On travaille à Grenoble, et c'est fatigant, cela n'arrête pas. 300 policiers à Mistral, cela n'arrête pas ! Les hélicoptères !

J'arrête là ; nous sommes face à des situations inconnues, face à des situations que nous n'avons jamais connues par rapport aux populations, par rapport aux territoires et cela ne fait que se renforcer ; la question pour nous a été de faire face à cela, dans une politique démocratique, qui tienne la question du levier de droit commun, qui associe aussi au plus près les habitants ; cela ne veut pas dire que l'on y arrive, mais au moins, on essaie de mutualiser en disant que nous avons tous des acquis ; toutes ces villes avaient travaillé sur les questions de jeunesse, mais pas beaucoup sur les 16-25 ans, c'est-à-dire sur créer des politiques sur la jeunesse de territoire pour les 16-25 ans ; toutes les villes à leur façon, un peu moins les services jeunesse des grandes villes communistes, car cela fait très longtemps qu'elles se sont posées la question du territoire et qu'elles ont un autre rapport avec les services jeunesse au territoire, il n'empêche que la question des 16-25 ans, le territoire, et réoccuper le territoire autrement que dans une approche répressive, c'était quand même et c'est toujours d'ailleurs, un beau challenge pour tous car ce n'est pas du tout facile.

Si on ne les laisse qu'à la question de l'insertion sociale et professionnelle, on ne pourra pas tenir la question démocratique sur les territoires. Il y a des présupposés chez les gens qui se sont engagés dans cette démarche. Il est vrai aussi que les villes qui n'étaient pas passées à la question d'une politique jeunesse, qui voyaient la question de la jeunesse par des actions ou des équipements ne sont pas rentrées dans le réseau ; ce sont déjà les villes qui se posaient la question d'une position stratégique pour la jeunesse qui sont de fait rentrées dans le réseau ; et pourtant, j'en ai cherché : des villes qui étaient plutôt sur des postures d'équipement. Je ne voulais pas que des villes de gauche pour être claire ; en réalité, regardez, ce ne sont que des villes de gauche ; je n'avais aucun intérêt par rapport au CSTB à n'avoir que des villes de gauche, mais je voulais aussi entraîner d'autres ; on voit bien que cette question de la posture, de la réponse à des usagers n'est pas celle d'une politique publique pour la jeunesse telle que nous l'avons prise ; c'est une certaine façon de le prendre.

Comment l'avons-nous pris ? C'est dans une mise en tension, que je trouve très productrice sur la question des contenus ; c'est aussi prendre le temps, à un moment donné, d'arrêter d'être ou bien dans l'agir ou dans la comptabilité des actions ; c'est effectivement un moment de recul que l'on prend ; on fait arrêt sur image pour se demander ce qu'est le sens de ce que l'on fait ; on essaie de comprendre, à partir d'une problématique, que Pierre-Jean et moi proposons, nous mettons en tension avec ce qui nous est rapporté dans les villes pour pouvoir penser le sens de l'action. Quelque chose que l'on ne pourra pas emporter, du côté d'aider à grandir ces jeunes et à ce qu'ils trouvent leur autonomie et leur place, si nous ne soutenons pas collectivement le sens de l'action ; c'est multiple, ce n'est pas le dogme ; mais comment construit-on, surtout avec les professionnels de proximité, qui sont tous les jours dans le lien, avec des choses très difficiles à vivre (d'autres choses très enthousiasmantes), comment fait-on pour que cela fasse sens pour eux ? Car nous sommes dans une rapidité qui s'accélère, dans un émiettement des compétences ; nous sommes avec des prises de bricolage nécessaire pour tenir les choses ; tenir cet espace, ce que l'on essaie de faire, c'est tenir des espaces rétroactifs où l'on analyse ce qui se passe pour pouvoir mieux continuer demain.

C'est mon travail de psychosociologue ; il est vrai que je suis aussi convaincue de cette nécessité d'arrêt sur image, non pour rompre avec ce que l'on fait, mais pour le mettre en débat, en mentalisation, en conscientisation collective, pour se dire ce que l'on fait ; ce n'est pas évaluer ; ce n'est pas un dispositif d'évaluation ; c'est bien un travail de traduction collective, où l'on se raconte ensemble « qu'est on en train de produire ? Qu'est on en train de faire ? Comment lit-on ce que l'on fait ? De quoi s'agit-il quand on fait cela ? »

C'est l'objectif ; la problématique que l'on met beaucoup au travail, en tout cas mon paradigme de travail sur la jeunesse n'est pas sociologique, il est politique, c'est pour moi un enjeu politique,

démocratique ; est-ce que la jeunesse est au cœur d'un enjeu démocratique ? Pense-t-on que les effets générationnels sont dans le fait politique et si c'est le cas, alors comment ? Et ces jeunes des quartiers populaires, peut-on les regarder du côté du fait générationnel, en arrêtant de les invectiver en permanence sur un stigmat qui serait bientôt maintenant « les ennemis de la République » pour les regarder comme un fait générationnel, avec ce qu'ils apportent ; cela ne veut pas dire que c'est simple ; c'est autre chose !

Mais comment les regarde-t-on ? Il y a une question de positionnement par rapport à cette jeunesse ; je ne suis pas une sociologue, je ne les analyse pas du côté du fait sociologique ; je suis trop prise par les questions d'intersubjectivité. Il y a là une posture de travail : que dit-on quand on dit « jeunesse » ? C'est la posture qui a été choisie ; on pourrait tout à fait dialoguer aussi avec des sociologues sur cette question ; c'est important et intéressant ; la question est de ne pas naturaliser la jeunesse dans une essentialisation. Le jour où l'on dit « demain, les jeunes c'est un public », comme une essentialisation, je crois que l'on va là vers l'ethnisation radicale, ou au contraire vers quelque chose qui les désubjectivise. Comment appréhende-t-on donc la jeunesse comme fait politique ?

De l'autre côté, je suis une psychosociologue, j'aime beaucoup l'anthropologie, j'ai eu l'occasion de travailler dans des situations internationales très difficiles, comme au Burundi en 1996, suite au génocide, avec des éducateurs qui posaient la question de « qu'est-ce que recevoir des jeunes qui ont vécu dans le génocide et qu'est-ce qu'on en écoute ? » ; je peux vous dire que cela vous « scotche » ; cela vous amène à écouter des choses qui ne sont pas de l'ordre strictement de ce que l'on connaît dans l'éducation chez nous ; cela ramène en fait sur des valeurs et des enjeux qui sont difficiles à voir dans nos sociétés, moins dans la violence directe, c'est-à-dire la protection, pour le dire, la nécessité d'accueil de la jeunesse, la nécessité que si les adultes ne sont pas là, ils ne peuvent pas grandir.

Cela ramène à une autre question : quel est le paradigme anthropologique que l'on a avec la question de l'enfance, de la jeunesse, et quelle est notre responsabilité d'adultes face à ces jeunes, parce que ce sont des jeunes ? Le jour où l'on pense que ce ne sont plus des jeunes, alors on ne peut plus les recevoir du côté de la jeunesse ; c'est une mise en tension ; à des moments, il serait plus pratique de penser que, quand ils brûlent des « bagnoles » ou plus grave que cela, est-ce que ce sont encore des jeunes ?

Je travaille beaucoup avec Philippe GUTTON, la revue « Adolescence » et les psychanalystes, car on a beaucoup à apprendre du côté des psychanalystes ; eux, question de recevoir la subjectivité du sujet « adolescent », ils sont quand même super-bons. Cette mise en tension entre le politique et la subjectivité adolescente, c'est de cette oreille que je travaille avec les villes, pour essayer de construire et rendre lisible ce qu'elles font ; dans ces processus de travail, il n'y a aucun danger de la décision, en revanche, il est vrai que cela remue les oreilles ; je ne dirai pas l'inverse ; pas mal de gens ici ont eu la joie, si je peux dire, de travailler avec moi, parfois c'est un peu rude, je sais ; car cela ne fait pas tellement de cadeau, quand on pose les questions comme cela ; quand en plus on interviewe 100 jeunes, 150 jeunes sur une ville, qu'on les écoute vraiment, en petits groupes, avec les professionnels, qu'ensuite on analyse tout ce qu'ils ont dit ensemble, on ne peut pas faire l'économie de ce qu'ils ont à dire et de la manière dont ils se voient comme sujets.

C'est un référent très important, qui mobilise de l'énergie positive ; car les jeunes sont passionnants, ils bougent tout le temps, et le jour où je m'ennuie avec eux, j'arrête ; vraiment, ils ne sont pas que violents ; par moments, je ne sais pas quoi faire, quand ils me disent qu'ils ne sont pas dans la vraie vie, j'ai tellement pris la tête de tout le monde avec cela ! Quand des filles me disent qu'elles ne sont pas dans la vraie vie et que la vraie vie sera le paradis, franchement, ce n'est pas pratique ; mais il y a aussi des jeunes autres ... Je me suis pris la tête deux mois sur « comment reprendre cela ? » ; c'est difficile ; mais si on les écoute au plus près de ce qu'ils ont à dire, c'est difficile en ce moment ; parfois, c'est vraiment difficile ; mais si on ne les écoute pas, on sera alors vraiment dans des écarts, et pas seulement eux, leurs parents.

Nous sommes quand même souvent des tiers par rapport aux parents, par rapport aux adultes qui sont dans ces quartiers, qui ne comprennent pas toujours grand chose à leurs gamins non plus ; si nous ne faisons plus tiers, quelle légitimité aurons-nous ? C'est une vraie question, c'est la légitimité que nous, en tant qu'acteurs de la jeunesse nous pouvons avoir vis à vis de quoi ? Des politiques, d'accord, mais aussi vis à vis des parents, mais aussi vis à vis de ceux qui vivent tous les jours avec,

les professeurs, les policiers, tout le monde ; quelle est notre légitimité, et comment nous positionnons-nous dans cette légitimité ? C'est cela que nous travaillons. Quand je travaille sur les villes, cela dure 18 mois, ce n'est pas toujours confortable, et cela met au travail tout le monde : le politique, les professionnels et surtout l'écoute des jeunes.

Je ne dis pas du tout que les jeunes participent au processus, ce n'est pas vrai ; en revanche, ils sont pris en compte dans l'analyse ; après, ce n'est pas moi qui prendrai les décisions sur ce que l'on en fait pour reformuler des politiques publiques ; bien sûr, nous travaillons là-dessus, nous travaillons sur : à partir de là, qu'en fait-on ? On est dans la recherche action, on n'est pas strictement dans la recherche et on n'est pas non plus en train de construire une position politique vis à vis des jeunes ; on est bien sur une question de ce que l'on en fait, à partir de tout ce que l'on entend, pour aller plus loin sur une politique jeunesse. J'irai vite sur la recherche action : c'est un dispositif de coproduction de cette question dans une ville ; dans le réseau de mutualisation, j'avais fait cela dans plusieurs villes ; comme j'aime bien les gens, etc., je les revoyais, et ce sont eux qui m'ont dit : « si nous faisons un réseau ? » ; j'ai dit « ce n'est pas bête, si on faisait un réseau ? »

Donc, nous avons construit un réseau ; avec Pierre-Jean, nous nous sommes rencontrés beaucoup dans le champ de la prévention spécialisée et nous sommes dit : « si nous nous mettions au travail ensemble ? » ; Pierre-Jean a une expérience et une réflexion de recherche sur les politiques publiques de la jeunesse très importantes, il objective parfois mes positions d'implication subjective, comme vous avez pu vous en apercevoir. Du coup, il y a un jeu de travail entre nous ; le réseau, ce sont 10 villes ; nous sommes allés dans chaque ville où nous avons analysé l'histoire de la ville, sa généalogie, comment aujourd'hui elle prend les questions de jeunesse, là où elle ne les prend pas, et là où elle les prend.

Un résultat intéressant, et rapidement 3 résultats, avant de laisser la parole à mes collègues : le résultat important est que pour moi, il n'y a pas de modélisation des politiques jeunesse ; il y a des histoires, des identités, des tensions entre ressources et difficultés ; honnêtement, les difficultés d'un quartier populaire à l'autre, je ne dis pas que c'est la même chose partout, mais on retrouve souvent les mêmes choses ; en revanche, les ressources de transformation ne sont pas les mêmes ; ce que l'on pourra nouer, avec les difficultés pour aller du côté du développement, ce n'est pas la même chose ; nous l'avons appris en faisant du développement social urbain ; on ne travaille pas à Dunkerque comme on travaille à Marseille, comme on travaille à Rennes, à Alençon ; ce n'est pas vrai ; la problématique du territoire, la problématique politique, la problématique des identités ne sont pas les mêmes.

La question a été vraiment pour nous de travailler dans ces identités du territoire, en disant : aujourd'hui, au temps T, en 2010, qu'est-il pertinent de faire pour transformer ce rapport entre ressources et difficultés ? Ce n'est jamais que la problématique de développement ; mais c'est nourri de tout ce que l'on sait dans le champ éducatif ; je pense que c'est très important, cette notion de problématisation par rapport à la notion de modélisation ; des approches problématisées peuvent s'évaluer ; elles ne s'évaluent pas comme des modèles ; nous avons là un vrai débat de fond, entre modélisation et problématisation.

Quant aux bonnes pratiques, honnêtement, personnellement je suis quelqu'un qui n'y croit pas beaucoup, quant à la transposition des bonnes pratiques ; en revanche, les conditions d'émergence, de quelque chose qui va transformer les difficultés, j'y crois beaucoup ; que transforme-t-on ? On sait très bien que la vie des équipes est centrale, que le rapport entre les élus et les techniciens et les directions administratives, j'insiste, est central aujourd'hui ; des directions administratives qui ne tiennent pas le coup, qui ne s'impliquent pas ... Ce n'est pas vrai, ce n'est pas le directeur de service tout seul qui peut tenir le coup et encore moins l'animateur tout seul isolé sur son quartier. On voit bien que la coproduction de cette action est absolument nécessaire, dans ce jeu de travail, avec ce que l'on a envie de faire, avec son identité, et on a là envie d'y aller ; je trouve qu'écouter les jeunes et les parents, c'est une énergie pour y aller ; si on ne les écoute plus, de fait, on ne se nourrit pas en terme d'énergie de transformation, on est collé à l'action, à ce que l'on arrive à faire, à ne pas faire ; non ; à un moment donné, il faut aussi se re-nourrir.

Deuxième chose importante : la question de la responsabilité ; que tient-on en terme de responsabilité collective ? Qui est responsable de quoi ? Qui est légitime par rapport à quoi ? A quel moment va-t-on se donner la possibilité de dire à d'autres ce que l'on fait ? C'est très important. C'est la question de

« faire langage », la question de se mettre soi-même face à ce que l'on fait, de pouvoir le dire aux autres ; c'est de la communication si l'on veut, mais de la communication au sens le plus premier du terme, faire langage sur son objet de travail pour être capable de le porter dans le débat public ; est-on capable de dire à des parents avec des enfants qui, oui, ont brûlé des « bagnoles », ce que l'on en pense, ce que l'on fait, pourquoi on est avec eux là-dessus ? Pourquoi ils ne sont pas tout seuls avec leurs gamins quand de fait, les flics descendent dans le quartier, évidemment le gamin dit qu'il va dormir, mais il n'a pas dormi du tout, il y est allé en premier, avec le père, il le retrouve cagoulé sur l'ordinateur, Internet, 3 jours plus tard ; est-on là pour leur dire quelque chose ? Est-on là pour dire à des gamins que, oui, il y a cette histoire de déchéance de nationalité, mais pour autant, ils ne vont pas tuer un gendarme demain a priori ... comment fait-on en tout cas ?

Comment fait-on car là, on est bien au-delà de l'action ; là où des jeunes et des parents nous demandent de la réassurance, c'est bien au-delà de l'action, c'est bien sur la protection ; je ne dis pas que c'est pratique, avec des prises de pouvoir, des stigmatisons comme cela des quartiers, ce n'est pas facile ; mais comment se situe-t-on avec cela ? Il y a bien là une question de projet politique local ; comment peut-on travailler avec cela, et comment peut-on aussi relativiser les effets dramatiques de choses qui ne sont pas toujours aussi dramatiques ? Sinon, on va être dans le drame permanent en ce moment ; il y a réellement un travail d'objectivation à faire, de langage, de dire : « attendez, en revanche, nous sommes avec vous » ; nous sommes avec pour que les enfants qui sortent du collège, sans avoir fini le collège, ne soient pas dans le vide ; on n'accepte pas que des « mômes » de 14 ans disparaissent dans le quartier.

Un des travaux que l'on mène c'est la question : que sont les enjeux à tenir pour avoir une société ensemble ? On voit bien que ce n'est pas que du projet, que de l'action, que si l'on n'identifie pas où sont les points où c'est inacceptable, on n'y arrivera pas dans ces quartiers, pour certains jeunes. L'autre chose est aussi qu'il ne faut pas s'adresser qu'aux jeunes qui vont mal ; c'est aussi un grand challenge pour la politique jeunesse ; autant il faut s'adresser à eux, je suis pour, en plus, ceux-là, je les ai en tête en permanence, mais j'ai conscience vraiment que l'on ne pourra faire levier avec eux que si les autres sont visibles, que si les autres aussi trouvent leur place dans les quartiers, que si des jeunes qui ont envie dans le quartier d'être bien dans le quartier, et d'y faire des choses positives, ils y trouvent leur place.

L'analyse que l'on mène dans pas mal de villes est qu'aujourd'hui, des jeunes qui vont bien ne trouvent pas la possibilité de faire des choses bien pour leur quartier, pour les jeunes qui y vivent. Et il y a une 3<sup>ème</sup> catégorie, celle-là m'inquiète beaucoup, ce sont ceux qui fuient toutes les institutions publiques, tous les espaces publics, qui disent « de toute façon, il n'y en a que pour ceux qui vont mal, et nous, de toute façon, on se protège totalement dans le privé ». Faire aussi une politique publique pour toute la jeunesse, sur une ville, aujourd'hui c'est difficile ; c'est difficile car cela suppose d'écouter vraiment la différenciation des modes de socialisation, de prendre en compte tous les modes de socialisation et en plus de travailler sur le rapport ville/quartier ; il faut que le rapport à la ville puisse faire levier par rapport justement à ce que La Peyronnie a très bien analysé, sur le rapport « enfermement-cocon » des quartiers populaires.

Il faut pouvoir pour cela faire levier ; à Rennes, nous avons plein d'exemples dans le réseau, qui sont magnifiques justement ; nous nous appuyons beaucoup sur le travail fait dans les villes ; en tant que psychosociologue, je ne pourrais pas penser ces choses si de fait nous n'en avons pas l'expérience ; ce n'est pas moi qui vais inventer la lune. Ce qui est intéressant est de voir que beaucoup de choses s'inventent, beaucoup de choses positives, il y a plein de choses que l'on sait faire maintenant, mais il faut les rendre plus visibles, plus lisibles, c'est pourquoi nous les avons mutualisées ; nous nous sommes dit qu'en mutualisant, nous allions les rendre lisibles et sortir d'une essentialisation quotidienne.

### **Julie GUYOMARD**

Nous après, il faut que l'on en fasse une politique publique. Quelques mots du contexte dans lequel Rennes a décidé d'adhérer à ce réseau de mutualisation des savoir-faire en matière de politique locale de la jeunesse ; c'est effectivement dans la foulée d'une recherche action que Joëlle BORDET est venue conduire sur 2 quartiers de Rennes, suite aux événements de novembre 2005, le quartier du Blossne et le quartier de Villejean ; la clef d'entrée a bien été effectivement « les jeunes des quartiers populaires », politique de la ville, des jeunes qui ne vont pas forcément bien, ces jeunes qui étaient à l'origine de ces mouvements de novembre 2005.

Joëlle l'a rappelé, nous nous sommes dit ce midi qu'il y avait peut-être un piège à ce que ce soit une clef d'entrée et qu'on s'y limite, qu'en avançant dans le temps, on s'y circonscrive alors qu'il n'y a pas lieu ; nous sommes bien quand même sur ce qui nous a permis d'écrire les conditions d'une vraie volonté politique locale, à destination des jeunes.

La recherche action de Joëlle a questionné un certain nombre de choses : les conditions de vie des jeunes adultes dans les quartiers, les mécanismes de leur construction identitaire ; elle a pointé une forte revendication de reconnaissance qui ne trouvait pas à être entendue, et des velléités d'engagement, elle le disait, et des formes que prenaient ces velléités d'engagement que nous n'étions pas en capacité d'entendre, de recevoir et donc que l'on frustrait. Ce qu'elle a questionné et ces constats étaient que les réponses faites quand même, car il en existait heureusement, étaient le fait d'individus, éducateurs, animateurs, un peu isolés, qui « bricolaient » au cas par cas ; ce n'était pas le fait décliné d'une ligne politique consensuelle, claire, partagée, sur la réponse qu'il y aurait à faire, car nous souhaitons en développer une, à destination de ces jeunes.

Pas de missionnement dédié à ce public dans les quartiers donc, ni les structures d'animation, ni même la prévention spécialisée ne développaient de réponse appropriée ; la mission locale, les chargés de la maison de l'emploi et de l'insertion y compris n'étaient pas des réponses satisfaisantes, puisqu'ils ne suffisaient pas à apporter des réponses à ces constats. Il n'y avait pas de place faite à la ville de Rennes pour ces jeunes dans les quartiers, pas d'espace que Joëlle a appelé « de transitionnalité » où la ville viendrait leur dire : « on se confronte et on vous accompagne, on vous permet dans ces lieux d'accéder à votre citoyenneté », tout simplement ; « c'est la réponse à laquelle vous avez droit, on ne vous fait pas cette place ».

Le jeu de la recherche action est que Joëlle s'en va avec ses constats et des préconisations pour nous de faire une place et de structurer nos réponses vis à vis de ces problématiques, avec une proposition un peu plus concrète, de dire que cela doit prendre dans les quartiers la forme de la création de groupes de travail stratégiques, qui seraient le lieu de réception où viendraient se recevoir, s'entendre ces projets, ces demandes, ces interpellations, ces revendications de jeunes dans les quartiers, qui constitueraient le point de départ de la construction d'une réponse, qui interpelleraient après vraisemblablement au-delà ; on sait aussi que les compétences qui sont nécessaires pour faire des réponses satisfaisantes à ces projets, ces besoins, sont autres et dépassent le seul groupe de travail dont il était question ; mais au moins, elles en constitueraient le point de départ ; et chemin faisant, que ce soit un processus dans lequel on réussisse à travailler ces questions de représentation négative, de crispation et de frustration, et du point de vue des jeunes bien sûr, mais que ce soit aussi le processus qui nous permette d'interpeller les représentations à l'œuvre dans la réponse insatisfaisante que développaient jusqu'à maintenant les services de la ville, en premier lieu ; c'est mon premier champ d'attaque, mon premier fond de travail, mais au-delà également.

C'est fin 2008, avec ce livre de chevet de la recherche action de Joëlle BORDET ; nous avons écrit une expérimentation, qui ne réinvente pas le fil à couper le beurre, c'est vrai, mais qui écrit une intervention nouvelle dans ces quartiers, spécifiquement dédiée à ce public des jeunes adultes ; on l'écrit, c'est vrai, dans une logique de développement social du territoire, on l'écrit en partenariat et en co-construction avec les bailleurs sociaux, notamment une association qui s'appelle l'APRAS (association pour la rénovation de l'animation sociale) qui gère à Rennes entre autres, pour le compte des bailleurs, les locaux collectifs résidentiels, les mètres carrés sociaux en bas de tour ; nous allons appuyer cette expérimentation sur cet outil support privilégié que sont les locaux car les jeunes demandent souvent en premier lieu d'accéder à un local ; on va structurer, sur un des deux territoires d'intervention de Joëlle, un petit groupe qui aura en charge d'organiser la réception des projets des jeunes et les réponses qu'on leur fait.

Evidemment, cela ne suffisait pas en soi ; nous avons expérimenté pendant 2 ans, et très rapidement, quand Joëlle a fait à la ville la proposition d'adhérer au réseau de mutualisation des savoir-faire sur les politiques publiques, avec des villes qui du coup, selon des logiques similaires, avaient vécu cette démarche de questionnement avec elle ; nous y avons adhéré, cela fait maintenant deux ans ; c'est l'âge de l'expérimentation que l'on a écrite.

Deux mots du réseau : il se réunit tous les 2 ou 3 mois ; la ville a fait le choix d'y venir en nombre, nous ne réussissons pas tous à venir à chaque fois, mais il y a bien notre élu à la jeunesse, le directeur général adjoint en charge de la cohésion sociale, politique de la ville, éducation, sports,

quartiers, la mission jeunesse vient à 2 ; je viens et je me fais accompagner d'un de mes collègues chargé de mission ; nous sommes 3 à la mission jeunesse de la ville de Rennes et les deux chargés de mission procèdent-verbal dans les territoires où Joëlle est intervenue ; ce que l'on y entend, ce que l'on y partage résonne tout de suite ; après une réunion du réseau, il nous arrive de dire, dans le bus, le train ou la voiture qui rentre « c'est intéressant, on travaille dessus » ; cela permet cette appropriation assez rapidement des choses que l'on pourrait développer pour améliorer notre action. Nous avons choisi un support un peu particulier que sont les locaux, le fait associatif ; sur le quartier du Blossne, les vellétés d'engagement sont beaucoup sur des projets associatifs de ces jeunes, qui n'ont pas trouvé aujourd'hui à être accompagnés et à se réaliser ; mais dans d'autres villes, c'est la question de la culture, la question de l'animation, de l'événementiel ; nous nous y sommes collés plus récemment, d'autres utilisent la question de l'accès à l'équipement sportif ; ce sont différents supports leviers ; le partager nous a permis, pendant ces 2 ans, de constater que malgré la diversité de ces supports, nous étions bien sur une réflexion commune : comment interroger chez nous et au delà, si l'on peut, les postures professionnelles et les processus de prise en compte de ces projets de jeunes, de ces propositions. Chez nous, c'est de l'investissement dans la vie associative de jeunes, qui ne trouvaient pas jusqu'à maintenant à être entendus.

Dernière chose, plus en résonance à ce qui s'est dit ce matin : j'ai découvert cette notion de laboratoires territoriaux de la jeunesse hier ; je sais maintenant qu'il y en a 8, je ne sais pas quand, je ne sais pas pourquoi, mais le réseau tel qu'il a vécu depuis 2 ans, passé le stade où l'on a compris ce qui nous différencie les uns des autres (chez un tel, c'est structuré en régie, il y a un service municipal de la jeunesse, les autres c'est une délégation au monde associatif, chez les uns il y a telle délégation, chez les élus, elle est formulée comme cela), il y a ce stade où nous sommes connus les uns les autres, et je pense que nous sommes aujourd'hui murs pour être vraiment dans une logique de production, d'une contribution à une réflexion sur les jeunes adultes dans les quartiers ; ce n'est pas quelque chose qui s'improvise, qui est une injonction ; il y avait cette notion d'adhésion à ce réseau qui aujourd'hui, 2 ans après, est prête à produire cela, je pense.

### **Jean-Marc DA PIEDADE**

Pour ce qui concerne la ville de Fontenay-sous-Bois, ce qui fait le lien avec les autres villes du réseau, c'est effectivement, comme l'ont dit Julie et Joëlle, c'est le principe de la recherche-action ; à Fontenay-sous-Bois, ce principe de la recherche action est arrivé après tout un travail d'écriture du projet de service, qui n'existait pas jusqu'à ce moment ; ce projet de service n'était malgré tout pas suffisant.

Le principe de la recherche action a consisté à rendre toutes les équipes du service jeunesse acteurs de la recherche, retravailler sur un diagnostic partagé, faire de la culture partagée ; le gros travail de la recherche action a été tourné vers : quel sens, quelle stratégie a-t-on dans le travail avec les jeunes ? Mais elle a beaucoup servi à remettre les gens au travail sur la question du sens du travail que l'on avait à produire ensemble. Evidemment, tout un travail de requestionnement du projet de service et l'évolution pour le coup d'un projet de service vers une politique locale de la jeunesse ont permis une meilleure identification du service, et disant cela, c'est y compris en interne du service ; un service constitué de 4 secteurs, qui travaillaient plus les uns à côté des autres que les uns avec les autres ; cela a permis une meilleure identification et de mettre plus de lien, plus de liant dans cette organisation ; cette identification en interne et aussi en externe a permis une meilleure transversalité inter-services ; cela a été très important pour les acteurs du service jeunesse, elle a permis une reconnaissance du travail, du contenu de ce qu'ils faisaient ; elle a permis aussi de mettre un contour ; je peux vous assurer que lorsque nous sommes allés avec Joëlle BORDET dans une réunion au bureau municipal, pour faire un premier retour intermédiaire du travail que l'on avait produit, tous les élus autour de la table se sont entendus dire : « la politique jeunesse ne concerne pas que le service jeunesse mais vous êtes tous concernés, le logement, le CCAS, l'urbanisme », ce n'était pas du tout une évidence pour tout le monde.

Cela a aidé les animateurs à se borner dans ce qu'était leur mission et aux autres de s'apercevoir que cela devait être aussi leur préoccupation ; c'est le travail de la recherche action. Sur la mise en réseau, cela a été déjà dit, cela a permis une compréhension de la généalogie et de l'architecture des villes ; toutes les villes ne sont pas construites de la même manière, car leur histoire politique n'est pas la même ; pour autant, on peut travailler dans le même sens, avec les mêmes outils, mais pas forcément de la même manière. Le réseau nous permet de partager des thématiques et de problématiser ensemble sans chercher des recettes ; Joëlle le disait tout à l'heure : c'est la question



de la modélisation ; on ne cherche pas à modéliser ; on peut partager des problématiques, des questionnements ensemble, regarder comment on s'en est sorti, plutôt essayer de comprendre ce dont il s'agit derrière, quel est le sens ; du coup, avec notre terrain et nos outils, comment peut-on se réapproprié ce sens pour travailler dessus ?

Le réseau, c'est aussi et c'est très important, sortir de l'isolement, donc de la situation de souffrance que cela engendre ; quand vous êtes tout seul, le nez dans le guidon, que vous n'avez personne pour vous aider à lever la tête et prendre de la hauteur, on finit par bricoler et par ne plus comprendre, par ne plus se poser la question du sens du travail fait. Le séminaire, le réseau, c'est aussi la possibilité pour nous de requestionner le modèle de l'éducation populaire, et de se remettre dans le questionnement de : « c'est quoi l'éducation populaire ? C'est quoi l'éducation non formelle ? En quoi cela consiste ? Comment cela évolue ? » Cela nous permet aussi de comprendre et travailler sur ce qu'est aujourd'hui la mutation profonde des adolescents ; nous en discutons encore ce midi ; aujourd'hui, il y a une mutation des adolescents, si on ne la prend pas en compte, si l'on ne comprend pas ce qui se joue, on utilise des modèles qui ne sont plus valables.

Pour finir, la mise en réseau nous aide évidemment à construire ensemble la relation aux jeunes ; je le dis, car effectivement, tout le travail que nous avons fait s'est fait avec des professionnels, des élus ; quand je dis « des professionnels », ce sont évidemment les animateurs, les cadres intermédiaires, la direction du service, la directrice générale adjointe, l'élue et après, nous sommes allés nous confronter, donner des informations à l'ensemble du conseil municipal. Le travail a beaucoup consisté à travailler avec les élus et avec les professionnels, mais la préoccupation au bout du compte est bien : que construit-on comme relation avec les jeunes ?

**Pierre-Jean ANDRIEU**

Nous pouvons ouvrir les échanges.

**Mourad GUIBANE, Service jeunesse de la ville de Bourges**

J'ai entendu parler de projet de service ; mais ce qui me préoccupe avant tout, pour avoir un travail vertical qui mène à un travail horizontal, c'est d'avoir avant tout un projet éducatif ; je ne sais si je suis arrivé un peu tard pour l'entendre ? C'est aussi pour impliquer les politiques ; c'est dans ce sens.

**Bertrand LIOCOURT, Directeur d'un centre social sur Pau**

On parle uniquement des villes, donc des services municipaux et des élus ; je me pose la question de savoir quelle est la place éventuelle des associations par rapport à cela ; nous avons le même quotidien, la même réalité, sachant que pour certaines associations, un gros centre social comme le nôtre sur Pau, la difficulté est aussi d'arriver à faire entendre à nos élus qu'il faut penser autrement et voir les choses autrement, justement ; il serait dommage de fermer ce réseau uniquement aux villes.

**Laurence PAGES, Elue à la jeunesse et infirmière santé scolaire**

Merci de vos paroles, c'était très réconfortant ; pour notre part, nous adhérons à 100 % ; Rennes est peut-être une ville sympathique, mais si vous voulez connaître le sud-ouest, c'est avec grand plaisir que l'on vous accueillera sur Montauban. L'avocat du diable : vous avez parlé d'arrêter d'agir, arrêt sur image, arrêter de compter les actions ; quid de la pression de la population qui veut des résultats visibles ? Quid de la jeunesse qui elle aussi vit une immédiateté, on le sait tous ? C'est le profil de l'adolescent, du jeune ; la pression sur nous, comment la gère-t-on ? Comment fait-on ? J'en profite pour dire que sur Montauban, nous avons un peu cette démarche, humblement, au niveau de la ville ; nous montons les premières assises de la jeunesse avec un peu le même raisonnement que vous, en transversalité avec les associations que nous avons rebouclées dans notre petit dispositif ; nous espérons en sortir prochainement quelque chose.

**Eric BERGEAULT, Chef d'un service politique de la ville-jeunesse-prévention dans le Cher**

De la même manière que la question vous a été posée sur la participation des associations, quel a été le partenariat établi avec les services de l'Etat, soit feu-DDJS, ou DDCSPP actuelle sur les différents territoires ?

**Christiane MEREL, SIVOM du canton de Cognin en Haute-Savoie**

J'aimerais en savoir un peu plus sur cette mutation fondamentale de l'adolescence que vous avez évoquée.

**Andrea QUERAUD, Elu au conseil municipal de Cahors**

Je trouve intéressante la notion de modélisation, de ne plus modéliser ; là, on remet en question pas mal de politiques justement car sur la question de la politique jeunesse, celle que je connais en tout cas, que j'essaie de pratiquer sur la commune de Cahors, le lendemain des élections « super, on va faire les états généraux de la jeunesse » localement, non pas avoir la démarche révolutionnaire que l'on aurait pu imaginer. Il y avait donc cette possibilité et ensuite, il y avait la possibilité de faire un conseil de la jeunesse ; dans un autre atelier, j'ai dit que l'on a pris 2 ans, que cela avait été long pour élaborer les objectifs, pour essayer de faire rentrer un peu de méthodologie au niveau de la majorité du conseil municipal ; le fait d'avoir une démarche accompagnée par un Cabinet permet aussi d'avoir le temps ; cela coûte cher ; la gratuité, je n'y crois pas.

**Joëlle BORDET**

Je suis d'accord !

**Andrea QUERAUD**

Cette démarche d'accompagnement permet et va nous permettre, je le souhaite, de donner de la légitimité, de l'autorité, du crédit à ce qui va en ressortir, et cela nous permet aussi de casser un certain nombre de modèles justement ; c'est cela les injonctions paradoxales dont nous parlions également ; on décide de dire aux jeunes « vous allez participer » ; démocratie participative mais on va leur imposer la forme de leur participation et par ce fait, créer des clivages dans la jeunesse.

C'est ce que je voulais retenir, cette question de modèle qui est compliquée et difficile à remettre en question, mais ce n'est pas impossible ; ensuite, la dynamique au niveau des élus : ce n'est pas parce qu'une préoccupation n'est pas majoritaire qu'elle n'a pas vocation à le devenir. Cette question de la transversalité est intéressante aussi ; ce n'est pas aux jeunes de s'occuper de la jeunesse ; ce n'est pas au service municipal de la jeunesse de s'occuper de la jeunesse ; c'est une question politique et comme toutes les questions politiques, elle concerne tous les élus et elle concerne aussi et surtout les habitants, notamment les parents, l'ensemble de la communauté éducative.

Ce qui me semble intéressant est que tout ce que j'ai pu percevoir comme étant des obstacles au départ, on arrive progressivement à les dépasser, justement parce qu'on a ce regard extérieur, parce qu'on arrive à faire des arrêts sur image, que l'on arrive à considérer que ces arrêts sur image sont des outils, des moments, des espaces politiques, des espaces de travail ; arrêtons d'être dans les urgences des autres, et arrêtons d'être dans les urgences dans lesquelles on se met nous-mêmes ; les gens que j'ai en face, ce ne sont pas que des électeurs, et quand j'essaie de leur parler, je me rends compte qu'ils sont capables d'écouter et d'entendre.

**Joëlle BORDET**

Rien qu'avec ces questions, vous voyez que l'on pourrait faire un programme de travail, de débat, d'étude, important ; je resitue les limites de notre démarche ; c'est une limite quand même ; comme le dit Monsieur, les psychosociologues se font payer ; les réseaux, on ne peut donc pas multiplier tous les jours, etc. et heureusement. La question que nous nous sommes posée dans le réseau, c'est autour de cela que nous avons articulé la première phase de travail, c'est : pourquoi une municipalité s'engage dans une politique jeunesse pour les 16-25 ans, à quelle condition et qu'est-ce que cela veut dire ? Ce n'était que cela. Cela concernait effectivement la ville ; déjà faire un travail sur les stratégies des villes, alliant les DGA, les élus et les chefs de service, c'est déjà du job ! Pour répondre à la question, car tant que les villes n'ont pas répondu à cette question, comment vont-elles travailler avec les associations ? Avec la prévention spécialisée ? Avec les autres instances ? Nous, c'était issu des recherches actions : question posée par les villes, on n'a pas fédéralisé tout le monde, on s'est posé cette question.

Ensuite, nous avons fait en revanche des journées d'études où nous avons invité les associations d'éducation populaire, les services de l'Etat un peu ; nous avons invité à mettre au débat nos résultats, en tout cas, avec des gens qui n'avaient pas participé à la démarche ; nous avons fait une journée d'étude en mars, où il y avait une vingtaine de villes, des associations d'éducation populaire, des représentants de l'Etat et d'autres instances, pour pouvoir dialoguer sur nos résultats. Pour ceux que cela intéresse, je vous ferai passer une feuille ; nous avons sorti avec Pierre-Jean un document, que nous avons écrit à partir de toute l'élaboration des villes, pour le mettre au débat ; je crois beaucoup à la mise au débat public, sachant que la question n'est pas la cohérence de l'intervention ;

c'était une seule question : « quelle légitimité, pourquoi une politique jeunesse et pourquoi une ville prend cette responsabilité qui n'est pas facile ? »

La deuxième question sur laquelle nous allons travailler maintenant, c'est que nous nous sommes aperçus et vous le savez, qu'en fait, les villes ne peuvent pas tout faire ; une collectivité ne peut pas tout faire ; la question à laquelle on s'est beaucoup heurté effectivement, c'est l'accès aux droits sociaux, c'est le travail, mais aussi le logement, les urgences sociales, la possibilité de se situer dans une agglomération et pas seulement dans sa ville et dans son quartier ; nous allons travailler dans la 2<sup>ème</sup> phase avec 4 métropoles sur la coopération et sur chaque thématique d'accès aux droits pour les jeunes ; comment les coopérations métropole/ville, et peut-être Conseils généraux et peut-être associations peuvent se faire ; c'est ainsi que l'on tricote ; nous travaillons plutôt sur des questions ; nous sommes bien dans une démarche de recherche action ; nous travaillons donc sur des questions plutôt pour se faire une culture collective.

Par rapport à vos questions : d'une part, nous avons sorti des documents ; d'autre part, nous avons l'intention de créer un 2<sup>ème</sup> réseau avec des collectivités que cela intéresserait, justement pour partager les acquis du 1<sup>er</sup> et voir comment les faire partager ; c'était par rapport à la question de savoir comment nous continuons ; c'est un peu pour cela que je suis là ; c'est en tout cas l'idée aussi de continuer à partager avec d'autres les acquis de ce travail ; je trouve que ce lieu est très intéressant ; mais on n'est pas dans la problématique des collectivités rurales ; nous avons nos limites ; il faut bien repérer aussi que ce travail a des limites ; si l'on ne fait pas le pourtour des limites, on n'arrive pas à travailler.

J'ai bien l'intention, je suis en plus toujours militante des CEMEA, qu'à un moment donné, on retrouve aussi la question de l'éducation populaire ; c'est très clair, c'est une question qui apparaît partout, on ne peut pas faire l'impasse du travail de coopération associations d'éducation populaire et villes ; et l'autre chose qu'il faudrait absolument travailler aussi, ce sont les questions de sécurité ; comment peut-on parler d'une politique jeunesse aujourd'hui indépendamment des politiques de sécurité et des politiques que l'on appelle « prévention de la délinquance » ? Ce n'est pas possible. Car les jeunes, la première chose, leurs premiers interlocuteurs, c'est de voir les politiques de sécurité avant les politiques jeunesse ; nous avons l'intention, si nous pouvons, de monter un séminaire sur « qu'est-ce qu'aujourd'hui la réassurance des jeunes ? Quelle position ? Comment peut-on faire une sécurité publique ? Comment des politiques jeunesse peuvent contribuer ? Comment elles se positionnent vis à vis d'un vrai enjeu ? » Ce sont de toute façon les enjeux du risque de développement de la violence, on ne peut pas en faire l'impasse. C'est pour situer que nous sommes sur un sujet délimité.

### **Pierre-Jean ANDRIEU**

Et la question sur les enjeux de l'adolescence ?

### **Joëlle BORDET**

Il y a plusieurs choses, mais c'est si court, c'est quasiment impossible ; la première chose est d'une part que je pense qu'en France, nous avons de vrais acquis cliniques de l'adolescence ; je travaille beaucoup avec la revue « Adolescence » ; nous avons sorti plusieurs numéros, dont un numéro qui s'appelle « droit de cité » ; je suis là dans les réseaux, j'ai créé un réseau international sur le thème « jeunes, vulnérabilité, périphérie » ; nous sommes en train de travailler sur, selon les conditions socio-politique, « quelle adolescence ? » ; de plus en plus, du côté des cliniciens de l'adolescence, des pédopsychiatres, dans tout ce champ, il y a une vraie élaboration qui est en train de se produire sur la clinique de l'adolescence, en prenant en compte l'environnement de vie de l'adolescent, en lien avec l'intra-psychique, mais pas centré sur l'intra-psychique ; cela fait émerger une réflexion anthropologique de l'adolescence ; il y a tout un courant de travail : Olivier DOUVIL, Philippe GUTTON, regardez la revue « Adolescence » ; je m'appuie sur ces travaux.

Olivier DOUVIL est passionnant ; on a réellement besoin de travailler avec ces gens, car ils maintiennent quelque chose de la subjectivité du sujet ; je n'ai jamais vu un psychanalyste lâcher la subjectivité du sujet ; c'est pour cela qu'ils m'intéressent ; on est trop souvent dans la réification que le jeune est d'abord sujet d'une transformation qui est immense ; la traversée du pubertaire pour se faire renaître au monde, comme dit Philippe GUTTON, le travail d'un adolescent est de se redonner naissance, mais pour se redonner naissance, il faut vivre dans un environnement protégé, pas surprotégé mais protégé. Il y a là une vraie question ; si vous prenez cette problématique, c'est celle de l'école, celle du collège ; regardez ce que c'est « repenser la protection » pour les adolescents ; la

mutation n'est pas forcément que les jeunes changent totalement ; les jeunes arrivent dans le contexte qu'ils trouvent ; relisez « la crise de la culture » d'Hannah ARENDT ; c'est un livre magnifique ; sur la question, elle est du côté des adultes ; comment on accueille chaque génération et comment chaque génération découvre le monde là où il est ?

Si on ne les écoute pas, on ne peut pas savoir comment ils tricotent avec le monde ; plein de gens travaillent sur ces questions ; la question est aussi : comment va-t-on travailler avec des gens avec lesquels on n'a pas l'habitude de « bosser » ? Je pense que tout le secteur pédopsychiatrie est passionnant, mais aussi le secteur qui travaille sur les sécurités publiques, les gens qui ont travaillé sur la toxicomanie ; j'ai travaillé avec des policiers passionnants ; il y a vraiment quelque chose là où il faut repousser les frontières dans la tête car c'est ce qui fait retravailler sur : comment aujourd'hui voit-on les mutations de l'adolescence ? Ce n'est pas pour faire des thèses sur les adolescents. J'ai fait plein d'entretiens avec des groupes de jeunes ; la question, c'est notre colonne vertébrale : c'est comment on est là avec eux, et totalement là ? C'est du job ! Quand vous êtes totalement là, ils sont là aussi ! Comment aide-t-on des animateurs et des éducateurs ? Par exemple, je fais des entretiens de jeunes tout le temps, mais je suis de passage ; évidemment, je peux entendre des choses, demain je suis partie ; les jeunes le savent très bien d'ailleurs ; mais l'éducateur, l'animateur qui sont là tous les jours, l'enseignant qui est là tous les jours, ma question tout le temps est : « qu'est-ce que je fais pour l'aider à être là ? » ; car je suis de passage.

Je suis persuadée que les adolescents, les jeunes que je rencontre aujourd'hui, ont besoin d'avoir des adultes qui tiennent debout, qui ne sont pas des adultes victimaires, qui s'éloignent ; les gens ne sont pas démissionnaires, ils sont inquiets ; comment traverse-t-on avec eux l'inquiétude ? Pour être là avec eux ; et je suis persuadée du travail de communauté, pas au sens de la fermeture communautaire ; mais on ne peut pas aujourd'hui accompagner des jeunes individu par individu, c'est de la « connerie » totale ; la question de faire grandir, c'est comment on fait communauté avec les jeunes.

J'ai eu la chance de « bosser » dans les prisons au Brésil, avec des psychologues, des psychosociologues qui travaillent dans des conditions super dures, mais avec des collectifs de mères de famille ; aura-t-on encore peur longtemps des gens qui, de fait, sont là avec leurs gamins tous les jours ? Va-t-on arrêter d'ethniciser, en pensant que, parce qu'ils viendraient, à 4 générations, de je ne sais quel pays d'Afrique noire, ils seraient plus sauvages que tel sauvage ? On ne peut pas ethniciser ces questions, on ne peut pas ; et il y a là des questions éthiques ; comment est-on dans l'accompagnement, en se disant que de toute façon ces jeunes sont là, qu'ils ne partiront pas, que ce sont des Français, que c'est notre pays ? Rien que tenir cela aujourd'hui est un challenge, c'est difficile ; cela fait bien partie pour moi des politiques jeunesse.

Car si cette subjectivité de la communauté d'appartenance n'est pas là, on peut faire toutes les techniques que l'on veut ... J'ai plus envie de parler des enjeux que faire le chercheur clinicien de l'adolescence ; la question est : à quels enjeux s'affronte-t-on et comment se prépare-t-on ? Avec quelle culture aussi ? Tous les jours, vous lisez des articles, ces bouquins ; quelle est la culture individuelle que l'on se fait chacun ? On fait ce qu'on peut et moi aussi. Je crois beaucoup au processus de culture ; une des questions aujourd'hui pour tenir les enjeux, c'est de faire culture commune ; peut-être qu'un des éléments le plus fort de ce réseau est de faire culture ; sans la culture, face à la violence, on ne tient pas ; la violence, on est pris dedans aujourd'hui, de fait ; pas seulement la violence des jeunes, la violence d'une société. Ce que j'ai appris au Brésil, c'est faire culture, et être là, sans renoncer à être là ; il y a des pays aujourd'hui que j'admire : les 30 clubs de jeunes en Israël dans lesquels j'ai la chance de travailler de temps en temps, mais je n'y vais pas beaucoup : quand même, il faut tenir aujourd'hui dans les quartiers populaires ; quand on continue à aller travailler avec les jeunes Palestiniens, que je vois des gens qui ne renoncent jamais ... voilà. Le travail international est aussi une autre dimension ; nous sommes en train de vivre quelque chose de dur, c'est vrai, mais regardons ailleurs, d'autres sont passés par les politiques néo-libérales, quoi ! Comment traverser cela ? Comment les jeunes sont symptômes dans cette histoire ?

### **Pierre-Jean ANDRIEU**

Comme participant à cette démarche, mais participant un peu à l'extérieur, je ne suis pas dans chacune des villes, il me semble que quelques points sont importants ; le premier est l'idée qu'on n'essentialise pas la jeunesse ; on est effectivement face à un problème de succession de générations et d'organiser comment des enfants grandissent ; beaucoup des politiques publiques

dans lesquelles nous avons été impliqués, les uns et les autres, désignent le jeune, naturalisent le jeune, il y a une essence du jeune ; le jeune va être jusqu'à 30 ans ; cela se fait effectivement au détriment de la question du sujet ; c'est un des points importants dans la démarche.

Deuxième point important, tout à fait à l'opposé : quand je regarde ce que cela a produit dans les diverses villes, la grande question est : comment crée-t-on les conditions pour que la parole des jeunes et la parole des familles soit prise en compte ? Je ne suis pas sûr que les états généraux (je ne dis pas qu'il ne faut pas faire des états généraux), les formes de participation, la démocratie participative, suffisent à faire en sorte de prendre en compte la parole des gens ; cela suppose effectivement d'imaginer en permanence des dispositifs pour que cette parole ait droit de cité ; cela me semble être un point très important. Qu'elle n'ait pas droit de cité simplement comme cela, pour s'exprimer, mais pour venir peser sur le fonctionnement de la démocratie locale ; c'est quelque chose de très compliqué ; on n'a pas de bonne solution, mais des choses sont très importantes de ce point de vue.

Troisième point que je constate dans toutes les villes : cette question est traitée à travers des démarches : comment conduit-on une politique de reconnaissance qu'il y a, oui, une société qui change, une reconnaissance des pratiques nouvelles ? Comment est-on attentif à cela, et signifie-t-on que l'on est attentif à cela ? Cela suppose une série de dispositifs qui peuvent changer dans le temps ; il faut prendre des risques par rapport à cela. Je trouve que c'est un point important, que toutes les villes qui participent au réseau prennent des risques ; 6 mois ou 1 an et demi après, elles reviennent en disant « là, on s'est « planté » et on est reparti, mais on a la capacité d'analyser » ; on est en permanence dans une réflexivité qui permet de prendre, d'assumer des risques, en sachant qu'on n'est pas là pour apporter toutes les solutions. C'était quelques points importants à relever.

### **Jean-Marc DA PIEDADE**

Je vais prendre quelques minutes pour vous parler de quelque chose qui me tient à cœur, c'est la proposition de la création d'une association nationale des directeurs de service jeunesse des villes ; avant de développer, je voudrais que tous ceux qui ne sont pas forcément des directeurs de service jeunesse des villes restent et écoutent, entendent comment je vois les choses et comment je souhaite les développer. Je travaille dans l'animation depuis 1980, je dirige les services depuis 1995 ; du point de vue de mon expérience professionnelle, de 1980 à 2004, j'ai toujours travaillé dans le département du Val d'Oise, j'avais donc des réseaux qui ont continué à se construire, au gré de l'évolution de mes postes d'animateur, directeur de centre de vacances et de loisirs et de direction de service ; j'ai dirigé des services petite enfance, enfance et jeunesse du réseau, avec la Caisse d'Allocations Familiales, la DDJS, les associations, les autres villes, pas de problème.

2004, j'arrive à Fontenay-sous-Bois dans le Val de Marne ; je ne connais personne, je n'ai pas de réseau ; je suis encore dans une connaissance assez neuve des problématiques jeunesse ; je reprends un service qui a un passif assez important, j'ai peu de relais dans la ville, peu de relais dans le service ; le projet de service n'est pas écrit, j'ai donc très peu de documents sur lesquels m'appuyer pour pouvoir construire quelque chose ; je regarde autour de moi et je me dis : comment je vais m'en sortir ? Je me sentais particulièrement tout seul !

Ce sont les raisons pour lesquelles je fais la proposition de la création d'une association nationale ; quelle est l'idée ? Ce n'est pas de créer une association pour créer une association ; dans chaque département, il existe quelque chose qui travaille plutôt plus au local, évidemment ; l'idée est que chaque département fasse remonter des choses d'un point de vue national. Pour l'instant, la proposition que je fais est sur les directions de service jeunesse, car j'ai pris le problème dans tous les sens ; j'ai imaginé aussi que cela pouvait être une association nationale sur les problématiques jeunesse, mais à force de me poser des questions sur : comment je commence ? Je n'arrivais pas à commencer en fait ; il fallait bien prendre un axe ; j'ai choisi celui-là ; c'est une intuition forte de cette nécessité, depuis que j'ai commencé à travailler dans le Val de Marne, comme je vous l'ai expliqué, depuis que je viens à Neuj Pro et depuis que je participe aux réseaux dont on vient de parler.

Aujourd'hui, il existe l'ANDEV sur les directeurs d'éducation, l'ANDIS sur les directeurs des sports, il existe le réseau des villes éducatives ; tous ces réseaux sont représentatifs, organisés, reconnus et écoutés. On travaille beaucoup ; je pense qu'on ne peut pas être que dans la plainte, que l'on doit produire du sens commun, de la culture partagée. Je pense que l'on doit penser la place et la

participation des jeunes ; c'est un travail que l'on fait déjà évidemment au quotidien ; je pense que l'on doit pouvoir se faire entendre.

Je prends juste un exemple : souvent quand je discute avec mes autres collègues directeurs de service jeunesse et que l'on se pose, par exemple, la question de la formation des animateurs et de la compétence qu'ils ont quand ils travaillent sur le terrain, du ravin qu'il y a parfois entre ce qu'ils ont appris de manière théorique et comment ils sont capables de le traduire sur le terrain, comment nous, d'une manière représentative pouvons-nous, y compris travailler avec Jeunesse et Sports et travailler avec les organismes d'éducation populaire pour requestionner les référentiels ? C'est un exemple.

Du coup, on peut produire la réponse, on peut mutualiser des compétences, des problématiques, des thématiques, des ressources, mutualiser nos connaissances sur les intervenants intéressants pour pouvoir venir sur des problématiques particulières. On doit avoir une visibilité déterminante auprès des politiques ; si l'on ne se prend pas en main, on pourra toujours se plaindre, mais on n'aura jamais la possibilité d'être représentatif. Ce que je dis est ambitieux, peut-être même prétentieux, c'est difficile, peut-être compliqué, cela nécessite des moyens, du temps, de l'implication ; mais je suis absolument persuadé que cela vaut le coup.

J'ai juste envie de finir sur deux citations ; la première est de SENEQUE, qui dit « ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas mais parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles » ; une deuxième de Boris CYRULNIK dans son livre « Les vilains petits canards » sur la résilience, qui dit : « le monde change dès qu'on parle, et on peut changer le monde en parlant » ; soyons résilients, organisons-nous et battons-nous.

Dernière chose que j'allais oublier : la création de cette association, la possibilité de se rencontrer et de faire du réseau, je peux vous dire que le réseau que nous avons monté, les quelques personnes en dehors du réseau qui le connaissent, viennent nous voir, nous questionner, et respirent en disant « cela y est, on a une accroche, on sait avec qui on peut discuter, on sait avec qui on peut partager des problématiques » ; vraiment, on n'est pas dans la modélisation et encore une fois, on n'est pas dans la recette. Je disais à ceux qui ne sont pas dans les services jeunesse des villes de rester pour m'entendre jusqu'au bout : cette représentation des villes sur les services jeunesse doit faire aussi du méta-réseau avec les associations, avec le CNAJEP, avec les associations des départements, avec les associations des régions ; mais les villes ne sont, de mon point de vue, pas suffisamment représentées, on n'est pas suffisamment visible, et on n'est pas suffisamment efficace.

### **Joëlle BORDET**

Si vous voulez des informations complémentaires sur le travail de ce réseau, je peux mettre à disposition ces documents et vous aurez mes coordonnées par Neuj Pro et vous écrivez ; c'est peut-être le mieux ; sinon, vous pouvez marquer vos coordonnées.